

modifications sont intervenues dans la statistique du porc. Le nombre de fermes (55,765) dont les exploitants ont déclaré des stocks de porcs en 1981 accusait une baisse de 12 %, puisque le chiffre correspondant de 1976 s'élevait à 63,606; toutefois, le nombre moyen de porcs par ferme a presque doublé dans la même période, passant de 91 à 177.

Les exportations canadiennes de viande se sont considérablement accrues. Celles de bœuf habillé sont passées de 38,9 millions de kilogrammes en 1972 à 82,9 en 1982, tandis que les exportations de gros bovins et veaux passaient de 299,625 têtes à 504,933. Le plus clair de ces exportations était destiné aux États-Unis.

Les exportations canadiennes de porcs ont plus que triplé, aussi bien dans la catégorie du porc habillé que dans celle du porc sur pieds. Nos exportations de porcs habillés ont augmenté, passant de 52,4 millions de kilogrammes à 163,5 millions, tandis que nos exportations de porcs sur pieds se chiffraient à 305,294 têtes en 1982, contre 88,725 en 1972. Nos principaux clients ont été les États-Unis et le Japon.

Au Canada, la consommation individuelle de volaille — poulets, poules à bouillir et dindons — s'est accrue de 12 % au cours de la période 1972-82, exclusivement par suite d'une plus grande consommation. Dans le cas du poulet de grill et des volatiles lourdes, la consommation par personne est passée de 14,2 kg en 1972 à 17,3 kg en 1982. Par contre, la consommation individuelle d'œufs a fléchi de 20,5 douzaines qu'elle était à 18,8 douzaines.

Au recensement de 1981, le nombre de pondeuses atteignait 24,2 millions, soit environ 4 % de plus que les 23,2 millions recensées en 1976. Abstraction faite des pondeuses et des poulettes, l'ensemble des autres catégories de poulets a augmenté de 6 % pour s'établir à 56,1 millions.

En 1982, le volume de lait vendu hors fermes a totalisé 7,6 millions de kilolitres, soit une hausse de 4 % sur le chiffre correspondant de 1972. Les recettes monétaires de producteurs, y compris les paiements supplémentaires qu'ils touchent, sont passées de \$880,0 millions à \$2,9 milliards. Le tiers environ du lait vendu en 1982 a été écoulé comme lait de consommation, et le reste comme lait de transformation.

La production de beurre laitier a fléchi de 7 %. Le beurre constitue le plus important produit laitier, puisque sa fabrication absorbe 56 % du lait et de la crème de transformation.

La production des autres produits laitiers d'importance majeure s'est accrue: le fromage cheddar, de 2 % pour s'établir à 89 056 tonnes; les fromages fins, de 211 % pour atteindre 80 822 tonnes; la crème glacée, de 13 % pour se chiffrer à 311 970 kilolitres et le yogourt, de 209 % pour totaliser 37 914 kilolitres.

9.5.3 Dépenses des fermes

La situation inflationniste qui a marqué la période 1972-82 a entraîné une hausse spectaculaire des coûts de production en agriculture. Les frais

d'exploitation et d'amortissement des entreprises agricoles, qui totalisaient \$3,8 milliards en 1972, se sont accrues de quatre fois pour atteindre \$15,6 milliards; 70 % de cette augmentation était directement attribuable à des hausses de prix. L'inflation a aussi considérablement majoré la valeur de l'actif des fermes. La valeur des biens-fonds est passée de \$18 milliards en 1972 à \$104 milliards en 1982, soit une progression de quelque 600 %, attribuable en grande partie elle aussi à des hausses de prix, bien qu'une fraction ait résulté d'investissements au chapitre de la construction et de la rénovation des bâtiments de fermes et de l'amélioration des sols.

Au cours de la décennie, les agriculteurs ont plutôt recouru au capital qu'au travail, comme l'indiquent le chiffre accru de leurs investissements en machines, l'augmentation de leurs frais d'amortissement au titre de l'outillage et une baisse correspondante des sommes consacrées à l'embauche d'ouvriers agricoles.

Une bonne part des dépenses qui, en 1972, représentaient une fraction substantielle des frais de production a été remplacée en 1982 par d'autres dépenses. Dans une large mesure, ce changement était la conséquence de certains facteurs économiques mondiaux tels que la forte montée des taux d'intérêt, l'élévation rapide des prix de l'énergie, la baisse des prix du grain à la fin de la décennie, l'évolution des pratiques agricoles et la tendance continue à substituer le capital au travail. Les dépenses des agriculteurs en intérêts sont un exemple des modifications intervenues dans leur bilan. En 1972, les frais d'intérêt constituaient 9 % du total des dépenses de l'exploitant soit son quatrième gros élément de dépenses, loin derrière le coût d'alimentation des animaux (16 % du total). En 1982, les frais d'intérêt devenaient la plus importante dépense des fermes, atteignant 2,2 milliards de dollars ou 14 % de la totalité des dépenses du secteur agricole.

Le carburant représentait en 1972, 7 % de tous les coûts des exploitations agricoles, ce qui le plaçait au cinquième rang des dépenses de l'agriculteur; mais en 1982, cet élément passait au troisième rang surtout à cause de l'augmentation de son prix. La part du carburant dans les dépenses d'exploitation aurait peut-être été encore plus forte puisque les agriculteurs n'avaient pas adopté de mesures pour réduire leurs coûts au chapitre de l'énergie. Dans l'Ouest canadien, par exemple, 55 % des exploitants agricoles ont acheté des machines à la fois plus considérables et plus efficaces, depuis 1978; à l'échelle nationale, trois exploitants sur 10 ont consacré plus de fonds à l'entretien de leurs véhicules et machines pour accroître l'efficacité et abaisser leurs coûts en énergie. L'amélioration de l'isolement thermique des bâtiments de fermes est une autre méthode que les exploitants ont adoptée pour faire des économies d'énergie.

Le coût des engrais a également augmenté comme part du total des frais de fonctionnement des fermes. Il a atteint \$1 milliard par année ou 7 % du total des dépenses agricoles, passant du sixième au quatrième rang des diverses composantes de ces dépenses. Sur le